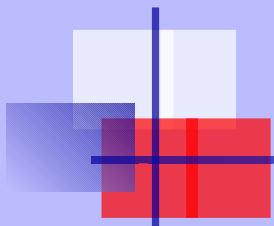


Éviter, réduire et compenser les impacts sur le milieu naturel

Le dossier explique aussi la démarche !



**Les dossiers devraient montrer
comment la conception du projet
a permis d'éviter, puis de réduire
et enfin de compenser**



La charte de l'environnement

Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1er mars 2005 : 10 ans !

Article 2. - Toute personne a le devoir de prendre part à la préservation et à l'amélioration de l'environnement.

Article 3. - Toute personne doit, dans les conditions définies par la loi, prévenir les atteintes qu'elle est susceptible de porter à l'environnement ou, à défaut, en limiter les conséquences.



Références

Le décret 2011-2019 du 29/12/2011

R122-5 : « L'étude d'impact présente (...) les mesures prévues par le pétitionnaire ou le maître de l'ouvrage pour : éviter les effets négatifs notables du projet sur l'environnement (...) et réduire les effets n'ayant pu être évités ; compenser, lorsque cela est possible, (...) »

Références :

- doctrine nationale de mai 2012
- référentiel « Lignes directrices nationales sur la séquence éviter, réduire et compenser les impacts sur les milieux naturels » d'octobre 2013



Concevoir le projet de moindre impact pour l'environnement

- **Montrer l'absence d'alternative moins pénalisante pour l'environnement** (sauf impossibilité technique ou financière)
- La biodiversité et les services rendus par les écosystèmes doivent être **pris en compte à un juste niveau par rapport aux autres enjeux**
- Instaurer de **nouveaux modes de gouvernance locale afin d'associer les acteurs du territoire aux projets**

=> écrire la méthode et ce qui a été écarté



Donner la priorité à l'évitement, puis à la réduction

- Prise en compte en **amont** (avant le choix des solutions) des enjeux de biodiversité notamment majeurs (espèces protégées, Natura 2000, continuités écologiques...) : **tout n'est pas compensable**... renoncer à un projet sur la zone concernée...
- Processus **itératif** et proportionné
- Impacts résiduels à compenser. Dans le cas de Natura 2000 et des espèces protégées, l'autorisation n'est possible qu'en cas d'intérêt majeur et en l'absence de solution moins néfaste : le démontrer

*(notion de **raison impérative d'intérêt public majeur**--->intérêt à **long terme** du projet, qui apporte un gain pour la collectivité, sur le plan socio-économique ou environnemental)*



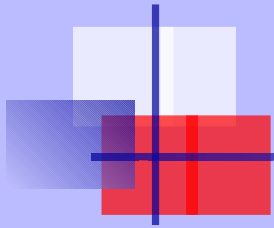
Définir les mesures compensatoires

- Effets pérennes ; mise en œuvre à proximité (ou proximité fonctionnelle).
- Responsabilité du maître d'ouvrage (définition, mise en œuvre, résultats)
- Mesures pertinentes et suffisantes qui doivent être:
 - au moins équivalentes (gain net)
 - faisables : sur le plan écologique, foncier, financier , administratif, des partenariats, du calendrier...
 - efficaces : avec d'objectifs de résultat et de modalités de suivi de leur efficacité.
 - Additionnelles aux politiques publiques
 - Différenciées des mesures d'accompagnement



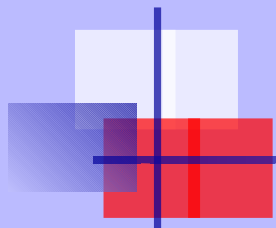
Pérenniser les effets des mesures de réduction et de compensation aussi longtemps que les impacts sont présents

- le maître d'ouvrage doit pouvoir justifier de la **sécurisation foncière** des sites
- Le coût des mesures doit être estimé.
- l'effet de la mesure compensant un impact pérenne doit pouvoir être démontré sur une durée suffisante (tant que dure l'impact).
- Un **programme de suivi est fixé dans l'autorisation** : permet une gestion adaptative des mesures et d'assurer la pérennité des effets des mesures sur le long terme.



Espaces naturels remarquables

Loi littoral



Le code de l'urbanisme

L146-6

« Les documents et décisions relatifs à la vocation des zones ou à l'occupation et à l'utilisation des sols préservent les espaces terrestres et marins, sites et paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral, et les milieux nécessaires au maintien des équilibres biologiques. »

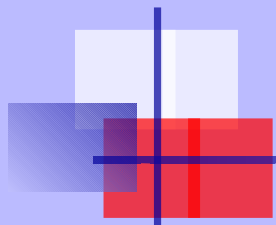
R146-1

« En application du premier alinéa de l'article L. 146-6, sont préservés, dès lors qu'ils constituent un site ou un paysage remarquable ou caractéristique du patrimoine naturel et culturel du littoral, sont nécessaires au maintien des équilibres biologiques ou présentent un intérêt écologique : ... »



Les milieux concernés

- a) Les **dunes**, les landes côtières, les plages ..., les falaises ;
- b) Les **forêts et zones boisées** proches du rivage de la mer ... ;
- d) Les parties naturelles des **estuaires**, ... et des caps ;
- e) Les marais, les vasières, les tourbières, les plans d'eau, **les zones humides et milieux temporairement immergés** ;
- f) Les milieux abritant des concentrations naturelles d'espèces animales ou végétales telles que les herbiers, les frayères, les nourrisseries et les gisements naturels de coquillages vivants ; les espaces Natura 2000 ;
- g) Les parties naturelles des sites inscrits ou classés, ... ainsi que les réserves naturelles ;
- h) Les formations géologiques ...;



Lien avec les ZNIEFF ?

Les espaces mentionnés par le R146-1 sont espaces naturels remarquables au titre de l'article L146-6, y compris lorsqu'ils ne sont pas repris dans l'inventaire ZNIEFF.

L'extension ou la création d'une ZNIEFF ne crée pas d'obligation réglementaire supplémentaire. La ZNIEFF est le résultat d'une expertise, un élément qui confirme l'intérêt patrimonial des espaces. La ZNIEFF relève la richesse écologique, c'est un inventaire scientifique.